

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1779

[2008/201954]

15 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2008;

Vu l'avis n° 44214/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 avril 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux subsides octroyés en application de l'article 3 du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. "décret" : le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;
2. "Ministre" : le Ministre qui a la Santé et l'Action sociale dans ses attributions;
3. "administration" : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, Département de la Santé et des Infrastructures médico-sociales.

Art. 3. Les marchés passés dans le cadre du présent arrêté sont soumis à la législation sur les marchés publics.

CHAPITRE II. — *L'accord sur avant-projet*

Art. 4. Sauf pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers, ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le demandeur de la subvention soumet son avant-projet à l'accord du Ministre.

L'avant-projet est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le demandeur de la subvention atteste :

1^o que :

- a) le demandeur est une association sans but lucratif, une fondation, une association créée en vertu du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou une intercommunale;
- b) si le demandeur est un centre public d'action sociale, une commune, une province ou une intercommunale, les obligations requises par les règles de tutelle ont été respectées;

2^o que les conditions prévues par l'article 4, § 1^{er}, du décret ont été respectées;

3^o qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et équipements faisant l'objet de la demande d'accord sur avant-projet.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints à la déclaration sur l'honneur :

1^o la délibération du demandeur s'il échet;

2^o un mémoire détaillé décrivant la situation existante, les objectifs poursuivis, indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux et/ou l'acquisition des équipements faisant l'objet de la demande de subvention et précisant la manière par laquelle le demandeur assumera sa contribution financière;

3^o un certificat d'urbanisme n° 2 s'il échet;

4^o le programme des travaux envisagés, concrétisé dans un plan directeur, c'est-à-dire une esquisse technique des plans des ouvrages permettant d'évaluer l'importance des travaux à réaliser;

5^o une estimation des travaux à réaliser, des services et/ou des équipements à acquérir;

6^o un mémoire décrivant les moyens qui seront mis en œuvre pour contribuer au développement durable, particulièrement en ce qui concerne les économies d'énergie et la consommation d'eau;

7^o un mémoire décrivant les moyens qui seront mis en œuvre afin de permettre une accessibilité optimale aux personnes à mobilité réduite.

L'avant-projet et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

Art. 5. Dans les trente jours ouvrables de la réception de l'avant-projet, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si l'avant-projet est complet, soit un avis l'invitant à compléter, dans les trente jours ouvrables, son avant-projet en précisant les pièces manquantes et en l'invitant, si nécessaire, à préciser, dans un dossier technique plus détaillé, le plan directeur dont question à l'article 4, 4^o.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, l'avant-projet est réputé complet.

Le cas échéant, dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier technique plus détaillé, l'administration, délivre au demandeur soit un accusé de réception si ce dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les trente jours ouvrables, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, l'avant-projet est définitivement réputé complet.

Le Ministre statue sur l'avant-projet dans les douze mois de la réception du dossier complet ou du dossier technique plus détaillé complet et notifie sa décision au demandeur.

L'accord sur l'avant-projet qui vaut promesse de principe, détermine les travaux et/ou équipements susceptibles d'être subventionnés et fixe les éléments chiffrés qui détermineront le montant maximum subsidiable.

Cet accord fixe éventuellement le programme de réalisation des investissements.

Art. 6. Si le Ministre n'a pas statué dans les douze mois visés à l'article 5, l'avant-projet est considéré comme approuvé.

CHAPITRE III. — *L'accord sur projet*

Art. 7. Sous peine de forclusion, dans un délai de deux ans à dater de la notification de l'accord sur avant-projet, le demandeur transmet au Ministre soit son projet global, soit le projet relatif à la première phase du programme de réalisation défini dans l'avant-projet.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision du Ministre qui statue sur la base d'un mémoire justificatif du demandeur en cas de retard imputable à la procédure de demande d'octroi d'un permis d'urbanisme ou en cas de force majeure.

Le projet est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le demandeur de la subvention atteste que les dispositions prévues au titre I^{er}, chapitre XVII^{ter}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ont été respectées afin d'assurer aux personnes à mobilité réduite l'accès aux investissements subventionnés.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints au projet :

- 1° la délibération du demandeur approuvant le projet et fixant le mode de passation du marché s'il échet;
- 2° le cas échéant, l'avis de marché;
- 3° le cahier spécial des charges, le métré détaillé et les plans d'exécution;
- 4° le devis estimatif des travaux et/ou des équipements;
- 5° le rapport du service régional d'incendie lorsqu'il est requis.

Pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers, ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le projet comprend également la déclaration sur l'honneur visée à l'article 4, alinéa 2 et ses annexes s'il échet. Le projet et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

Art. 8. Dans les trente jours ouvrables de la réception du projet, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le projet est complet, soit un avis l'invitant à compléter, dans les trente jours ouvrables, son projet en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le projet est réputé complet.

En fonction des crédits disponibles, le Ministre statue sur le projet et notifie sa décision au demandeur.

Art. 9. Lorsqu'il donne son accord sur le projet, le Ministre fixe le montant subsidiable sur la base des devis estimatifs des travaux et/ou des équipements.

La notification par le Ministre de son accord sur le projet vaut promesse ferme d'octroi de la subvention, laquelle confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées dans le présent arrêté sont remplies.

Art. 10. Les travaux et acquisitions d'équipements réalisés avant la notification de la décision sur l'attribution du marché sont exclus de la subvention.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Ministre, sur la base d'une demande motivée, pour permettre la réalisation urgente de travaux ou l'acquisition urgente d'équipements, sans attendre la promesse ferme visée à l'article 9.

L'octroi de ces dérogations ne constitue pas une promesse ferme ouvrant le droit subjectif au paiement de la subvention.

CHAPITRE IV. — *Le dossier relatif à l'attribution du marché*

Art. 11. Conformément à l'article 5, 3°, du décret, le demandeur transmet au Ministre le dossier complet relatif à l'attribution du marché. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision du Ministre si le demandeur fournit avant l'échéance la preuve que le retard ne lui est pas imputable.

La promesse ferme devient caduque à l'expiration de ce délai éventuellement prolongé.

Le dossier relatif à l'attribution du marché comprend, en deux exemplaires, les documents suivants :

- 1° les preuves de publicité, s'il échet;
- 2° le rapport de sélection qualitative des entreprises s'il échet;
- 3° le cas échéant, la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises à consulter;
- 4° le procès-verbal d'ouverture des offres s'il échet;
- 5° le rapport d'analyse des offres s'il échet;
- 6° la ou les offres retenues;
- 7° la délibération du demandeur désignant le ou les adjudicataires s'il échet;
- 8° le permis d'urbanisme lorsqu'il est requis.

Le même dossier comprend, en un seul exemplaire, les documents suivants :

- 1° le cahier spécial des charges;
- 2° les offres non retenues s'il échet.

Art. 12. Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier relatif à l'attribution du marché, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les trente jours ouvrables, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le Ministre fixe le montant définitif de son intervention financière dans les trois mois de la réception du dossier complet. Il notifie sa décision au demandeur.

CHAPITRE V. — *L'exécution du marché*

Art. 13. Le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché, du bon de commande et/ou de l'ordre de commencer les travaux.

Art. 14. A la fin de chaque mois, un état d'avancement des travaux est établi, contresigné pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le demandeur et est transmis à l'administration.

Art. 15. Les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent être admis au bénéfice de la subvention que s'ils étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet. Ils doivent faire l'objet d'une autorisation du Ministre.

Art. 16. Le demandeur informe l'administration au moins cinq jours à l'avance des dates fixées pour les réceptions techniques, provisoire et définitive.

CHAPITRE VI. — *Le paiement de la subvention*

Art. 17. Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition selon les modalités suivantes :

1. une première tranche de 30 % du montant de la subvention est mise à disposition du maître de l'ouvrage dès que celui-ci a passé commande des travaux concernés et que ceux-ci ont effectivement été entamés, ce qu'attestera le premier état d'avancement des travaux;

2. les deuxième et troisième tranches de 30 % sont mises à disposition dès que le total des factures présentées, T.V.A. et frais généraux compris, atteint le total de la tranche déjà mise à disposition;

3. le solde de la subvention est mis à disposition du maître de l'ouvrage à l'approbation du compte final des travaux ou des services.

Pour les marchés d'équipements, la subvention est payée sur présentation des factures.

Art. 18. Le dossier relatif au compte final est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention atteste :

1° de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le compte final;

2° de la réception provisoire;

3° des délais d'exécution;

4° de la fin des travaux;

5° du calcul des amendes;

6° de la justification des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les éléments susmentionnés feront également l'objet d'une note argumentée du demandeur permettant à l'administration de porter un jugement quant à l'utilisation de la subvention.

Les états d'avancement et le compte final de l'entreprise, accompagnés des factures correspondantes sont également joints au dossier.

Le dossier relatif au compte final et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

Art. 19. Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier relatif au compte final, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les trente jours ouvrables, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le Ministre approuve ou impute le compte final dans les douze mois de la réception du dossier complet.

CHAPITRE VII. — *Coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides*

Art. 20. § 1^{er}. Le coût maximum admis au bénéfice du subside pour la construction d'une nouvelle maison de repos est fixé à 1.500 euros par m² brut de surface bâtie avec un maximum de 90.000 euros par lit bénéficiaire d'un titre de fonctionnement ou d'un accord de principe à la programmation.

§ 2. Le coût maximum admis au bénéfice du subside pour l'extension d'une maison de repos bénéficiaire d'un titre de fonctionnement est fixé à 1.500 euros par m² brut de nouvelle surface bâtie, dans la limite de 60 m² par lit, en additionnant les surfaces bâties anciennes et nouvelles.

§ 3. Le coût maximum admis au bénéfice du subside pour le reconditionnement d'une maison de repos bénéficiaire d'un titre de fonctionnement est fixé à 1.500 euros par m²; il ne peut toutefois pas dépasser 75 % de la valeur par lit visée au § 1^{er}.

§ 4. Peuvent être subsidiés dans les conditions qui suivent, en dehors des coûts maxima fixés aux §§ 1^{er}, 2 et 3 :

1. les démolitions sur base de l'offre approuvée dans la mesure où elles sont nécessaires pour l'implantation des nouvelles constructions ou des extensions de bâtiments existants;

2. les équipements spécifiques requis pour répondre aux normes d'agrément et le mobilier sur base des offres approuvées;

3. les aménagements des abords et des parkings sur base de l'offre approuvée avec un maximum d'emplacements de parking ne pouvant pas dépasser la moitié de la capacité totale de la maison de repos exprimée en lits;

4. les surfaces complémentaires requises pour répondre aux normes spécifiques relatives à l'accueil et à l'hébergement des personnes âgées désorientées dans une unité adaptée telle que visée au chapitre 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age avec un maximum de 1.000 euros par m² supplémentaire et un maximum de 60 m² complémentaire par unité adaptée.

§ 5. Les montants visés aux §§ 1^{er}, 2, 3 et 4 ne comprennent pas les frais généraux calculés au taux de 10 % pour les marchés de travaux et au taux de 5 % pour les marchés de fourniture, ni la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 21. § 1^{er}. Le coût maximum admis au bénéfice du subside pour la construction ou l'aménagement d'un logement en résidence-services est fixé à 1.250 euros par m² avec un maximum de 50 m² par logement en ce compris les locaux communs, les circulations et les locaux techniques. Ce coût inclut le mobilier requis pour les locaux communs et la buanderie.

§ 2. Les montants visés au § 1^{er} ne comprennent pas les frais généraux calculés au taux de 10 % pour les marchés de travaux et au taux de 5 % pour les marchés de fourniture, ni la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 22. § 1^{er}. Le coût maximum admis au bénéfice du subside pour la construction ou l'aménagement d'un centre d'accueil de jour est fixé à 1.000 euros par m², mobilier inclus, avec un maximum de 12 m² par place d'accueil de jour.

§ 2. Les montants visés au § 1^{er} ne comprennent pas les frais généraux calculés à raison de 10 % pour les marchés de travaux et à 5 % pour les marchés de fourniture, ni la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 23. Les montants repris dans le présent arrêté sont calculés au 31 décembre 2007.

Ils suivent la formule de révision suivante :

$$p = P (0,50 \times s/S + 0,50 \times i/I);$$

p est le montant de la dépense totale approuvée à la date du dépôt des soumissions ou des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2008 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des soumissions ou des offres et à la date du 1^{er} janvier 2008;

i et I représentent l'indice des matériaux (travaux publics) respectivement pour le mois du dépôt des soumissions ou des offres et pour le mois de janvier 2008.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 24. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux et des maisons de repos;

2° l'arrêté royal du 2 mai 1972 fixant les conditions particulières à l'octroi de subsides pour la construction ou le reconditionnement de maisons de repos pour personnes âgées;

3° l'arrêté ministériel du 4 septembre 1978 fixant, en application de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi de subsides.

Art. 25. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'octroi de subventions reçues après son entrée en vigueur.

Art. 26. Le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 27. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1779

[2008/201954]

15 MEI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 mei 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 44214/4, gegeven op 9 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de subsidies toegekend overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "decreet" : het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

2. "Minister" : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;

3. "administratie": het operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, Departement Gezondheid en Medisch-sociale Infrastructuren.

Art. 3. De opdrachten gegund in het raam van dit besluit vallen onder de wetgeving op de overheidsopdrachten.

HOOFDSTUK II. — *Overeenkomst over het voorontwerp*

Art. 4. Behalve voor de dossiers die uitsluitend roerende investeringen betreffen, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, legt de aanvrager van de subsidie zijn voorontwerp voor akkoord aan de Minister over.

Het voorontwerp wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt wordt en aan de hand waarvan de aanvrager van de subsidie bevestigd

1° dat :

a) de aanvrager een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting, een vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of een intercommunale is, of

b) als de aanvrager een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een gemeente, een provincie of een intercommunale is, dat de verplichtingen opgelegd door de toezichtregels nagekomen werden;

2° de voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 1, van het decreet vervuld zijn;

3° dat de werken en uitrustingen die het voorwerp zijn van de aanvraag tot akkoord over het voorontwerp nog niet besteld werden.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bij de verklaring op erewoord worden ook de volgende stukken gevoegd :

1° de beraadslaging van de aanvrager in voorkomend geval;

2° een uitvoerig verslag met een omschrijving van de bestaande toestand, de nagestreefde doelstellingen, de redenen die de uitvoering van de werken en/of de aanwerving van de uitrustingen wettigen die het voorwerp zijn van de subsidieaanvraag en met een nadere bepaling van de wijze waarop de aanvrager zijn financiële bijdrage zal leveren;

3° een stedenbouwkundig certificaat nr. 2 in voorkomend geval;

4° het programma van de geplande werken, geconcretiseerd in een leidend plan, namelijk een technische schets van de plannen van de bouwwerken op grond waarvan de omvang van de uit te voeren werken geschat kan worden;

5° een raming van de uit te voeren werken, van de diensten en/of van de aan te werven uitrustingen;

6° een memorie met een beschrijving van de middelen die aangewend zullen worden om bij te dragen tot de duurzame ontwikkeling, meer bepaald wat betreft energiebesparingen en waterverbruik;

7° een memorie met een beschrijving van de middelen die aangewend zullen worden om een optimale toegankelijkheid te bieden aan de personen met beperkte beweeglijkheid.

Het voorontwerp en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht.

Art. 5. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het voorontwerp bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het voorontwerp volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn voorontwerp binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen - hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken - en desnoods het leidend plan waarvan sprake in artikel 4, 4°, nader te bepalen in een uitvoeriger technisch dossier.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het voorontwerp geacht volledig te zijn.

In voorkomend geval bezorgt de administratie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van het uitvoeriger technisch dossier hetzij een bericht van ontvangst als dat dossier volledig is, hetzij een bericht waarin hij erom verzocht wordt zijn dossier binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij op de ontbrekende stukken gewezen.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het voorontwerp definitief geacht volledig te zijn.

De Minister beslist over het voorontwerp binnen twaalf maanden na ontvangst van het volledige dossier of van het volledige uitvoeriger dossier en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing.

In het akkoord over het voorontwerp, dat gelijk staat met een principiële belofte, wordt bepaald welke werken en/of uitrustingen voor subsidies in aanmerking kunnen komen en liggen de becijferde elementen vast op grond waarvan het subsidieerbare maximumbedrag bepaald zal worden.

In dat akkoord wordt eventueel het programma tot uitvoering van de investeringen vastgelegd.

Art. 6. Als de Minister zich niet uitgesproken heeft binnen de termijn van twaalf maanden bedoeld in artikel 5, wordt het voorontwerp geacht goedgekeurd te zijn.

HOOFDSTUK III. — *Akkoord over het ontwerp*

Art. 7. Op straffe van verval bezorgt de aanvrager de Minister binnen twee jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van het akkoord over het voorontwerp, hetzij zijn globaal project, hetzij het project betreffende de eerste fase van het uitvoeringsprogramma omschreven in het voorontwerp.

Die termijn kan evenwel verlengd worden bij beslissing van de Minister, die zich uitspreekt op grond van een verantwoordingsmemorie van de aanvrager in geval van vertraging te wijten aan de procedure waarbij de toekenning van een stedenbouwvergunning wordt aangevraagd of in geval van overmacht.

Het ontwerp wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie is opgemaakt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt bevestigd dat de bepalingen van titel I, hoofdstuk *XVIIter*, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium in acht zijn genomen teneinde de personen met beperkte beweeglijkheid toegang tot de gesubsidieerde investeringen te verlenen.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bij het ontwerp worden ook de volgende stukken gevoegd :

1° de beslissing waarbij de aanvrager het ontwerp goedkeurt en de gunningwijze van de opdracht vastlegt;

2° in voorkomend geval, het opdrachtbericht;

- 3° het bijzondere bestek, de omstandige opmetingsstaat en de uitvoeringsplannen;
- 4° de kostenraming van de werken en/of van de uitrustingen;
- 5° het rapport van de regionale brandweerdienst indien vereist.

Voor de dossiers die uitsluitend betrekking hebben op roerende investeringen, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, bevat het ontwerp eveneens de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 4, tweede lid, en de bijlagen in voorkomend geval. Het ontwerp en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht.

Art. 8. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het ontwerp bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het ontwerp volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn ontwerp binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijn wordt toegestuurd, wordt het ontwerp geacht volledig te zijn.

De Minister beslist over het ontwerp binnen de perken van de beschikbare kredieten en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing.

Art. 9. Wanneer de Minister met het ontwerp instemt, bepaalt hij het subsidieerbare bedrag op basis van de kostenramingen van de werken en/of van de uitrustingen.

De kennisgeving door de Minister van zijn instemming met het ontwerp geldt als vaste belofte tot toekenning van de subsidie, waardoor een subjectief recht op de betaling van de subsidie verleend wordt indien alle voorwaarden die in dit besluit vastliggen vervuld zijn.

Art. 10. De werken en/of de aanwervingen van uitrustingen verricht vóór de kennisgeving van de beslissing betreffende de toekenning van de opdracht komen niet in aanmerking voor de subsidie.

De Minister kan op basis van een gemotiveerde aanvraag evenwel afwijkingen toestaan om de dringende uitvoering van werken of de dringende aanwerving van uitrustingen toe te laten zonder te wachten op de vaste belofte bedoeld in artikel 9.

De toekenning van die afwijkingen vormt geen vaste belofte waarbij het subjectieve recht op de betaling van de subsidie verleend wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Het dossier betreffende de toekenning van de opdracht*

Art. 11. Overeenkomstig artikel 5, 3°, van het decreet maakt de aanvrager het volledige dossier betreffende de toekenning van de opdracht aan de Minister over. Die termijn kan evenwel bij beslissing van de Minister verlengd worden indien de aanvrager vóór de vervaldatum bewijst dat de vertraging niet aan hem toe te schrijven is.

De vaste belofte vervalt bij het verstrijken van die termijn, eventueel verlengd.

Het dossier betreffende de toekenning van de opdracht bevat, in twee exemplaren, de volgende stukken :

- 1° de bewijzen van openbaarheid, in voorkomend geval;
- 2° het rapport betreffende de kwalitatieve selectie van de bedrijven in voorkomend geval;
- 3° in voorkomend geval, de beslissing van de opdrachtgever waarbij de lijst van de te raadplegen bedrijven vastgelegd wordt;
- 4° het proces-verbaal van de opening van de offertes, in voorkomend geval;
- 5° het analyserapport betreffende de offertes, in voorkomend geval;
- 6° de in aanmerking genomen offerte(s);
- 7° de beslissing van de aanvrager tot aanwijzing van de aannemer(s), in voorkomend geval;
- 8° de stedenbouwkundige vergunning indien vereist.

Hetzelfde dossier bevat, in één exemplaar, de volgende stukken :

- 1° het bijzondere bestek;
- 2° de niet in aanmerking genomen offertes in voorkomend geval.

Art. 12. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier betreffende de toekenning van de opdracht bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt het binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het dossier geacht volledig te zijn.

De Minister bepaalt het definitieve bedrag van zijn financiële tegemoetkoming binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier. Hij geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing.

HOOFDSTUK V. — *Uitvoering van de opdracht*

Art. 13. De aanvrager bezorgt de administratie het afschrift van de kennisgeving van de opdracht, van het bestelbon en/of van de opdracht tot het aanvatten van de werken.

Art. 14. Aan het eind van elke maand wordt een stand van de werken opgemaakt, voor akkoord medeondertekend door de aannemer, de ontwerper en de aanvrager en aan de administratie overgemaakt.

Art. 15. Wijzigende of bijkomende werken kunnen slechts in aanmerking komen voor subsidies indien ze niet te voorzien waren bij het uitwerken van het project. Ze worden aan de toestemming van de Minister onderworpen.

Art. 16. De aanvrager geeft de administratie minstens vijf dagen op voorhand kennis van de data die voor de technische, voorlopige en definitieve opleveringen vastgelegd zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Betaling van de subsidie*

Art. 17. Voor de opdrachten van werken wordt de subsidie ter beschikking gesteld als volgt :

1. een eerste schijf van 30 % van het subsidiebedrag wordt ter beschikking gesteld van de opdrachtgever zodra hij bedoelde werken heeft besteld en zodra deze daadwerkelijk zijn aangevat, hetgeen moet blijken uit de eerste stand van vordering van de werken;
2. de tweede en de derde schijf van 30 % worden ter beschikking gesteld zodra het totaalbedrag van de overgelegde facturen, BTW en algemene kosten inbegrepen, het totaalbedrag van de reeds ter beschikking gestelde schijf bereikt;

3. het saldo van de subsidie wordt ter beschikking gesteld van de opdrachtgever bij de goedkeuring van de eindrekening van de werken of diensten.

Voor de opdrachten van uitrustingen wordt de subsidie betaald na overlegging van de facturen.

Art. 18. Het dossier betreffende de eindrekening wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt wordt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt het bewijs levert van :

- 1° de beslissing waarbij de opdrachtgever de eindrekening goedgekeurd heeft;
- 2° de voorlopige oplevering;
- 3° de uitvoeringstermijnen;
- 4° het einde van de werken;
- 5° de berekening van de boetes;
- 6° de rechtvaardiging van de wijzigende of bijkomende werken.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bovenvermelde gegevens zullen ook het voorwerp uitmaken van een geargumenteerde nota van de aanvrager op grond waarvan de administratie een oordeel kan vellen over de aanwending van de subsidie.

Ook de staten van vordering en de eindafrekening van het bedrijf worden, samen met de overeenstemmende facturen, bij het dossier gevoegd.

Het dossier betreffende de eindafrekening en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht.

Art. 19. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier betreffende de eindrekening van de opdracht bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt het binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het dossier geacht volledig te zijn.

De Minister keurt de eindafrekening goed of af binnen twaalf maanden na ontvangst van het volledige dossier.

HOOFDSTUK VII

Maximumkosten die voor de toekenning van de subsidies in aanmerking genomen moeten worden

Art. 20. § 1. De maximumkost die in aanmerking komt voor de subsidiëring van de bouw van een nieuw rusthuis wordt op 1.500 euro per m² bruto bebouwde oppervlakte vastgelegd, met een maximumbedrag van 90.000 euro per bed dat in aanmerking komt voor een werkingstitel of een principiële belofte bij de programmering.

§ 2. De maximumkost voor de subsidiëring van de uitbreiding van een rusthuis dat in aanmerking komt voor een werkingstitel wordt vastgelegd op 1.500 euro per m² bruto bebouwde nieuwe oppervlakte, binnens de grens van 60 m² per bed, waarbij de oude en de nieuwe bebouwde oppervlaktes opgeteld worden.

§ 3. De maximumkost voor de subsidiëring van de verbetering van een rusthuis dat voor een werkingstitel in aanmerking komt wordt op 1.500 euro per m² vastgelegd; hij mag evenwel niet hoger zijn dan 75 % van de waarde per bed bedoeld in § 1.

§ 4. Behalve de maximumkosten bedoeld in de §§ 1, 2 en 3, kunnen subsidies verleend worden onder de volgende voorwaarden :

1. slopingen op basis van de goedgekeurde offerte wanneer ze nodig zijn voor de vestiging van een nieuwbouw of de uitbreiding van een bestaand gebouw;
2. specifieke uitrustingen die vereist worden om te voldoen aan de erkenningsnormen en het meubilair op basis van de goedgekeurde offertes;
3. de inrichting van de omgeving en de parkeerterreinen op basis van de goedgekeurde offerte met een maximum parkeerplaatsen dat niet hoger mag zijn dan de helft van de totale capaciteit van het rusthuis, uitgedrukt in bedden;
4. de bijkomende oppervlakten vereist om te voldoen aan de specifieke normen betreffende de opvang en de huisvesting van gedesoriënteerde bejaarde personen in een aangepaste eenheid zoals bedoeld in hoofdstuk 7 van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du Troisième Age" (Waalse Raad voor de derde leeftijd), met een maximum van 1.000 euro per bijkomende m² en een bijkomend maximum van 60 m² per aangepaste eenheid.

§ 5. De bedragen bedoeld in de §§ 1, 2, 3 en 4 houden geen rekening met de algemene kosten berekend tegen de voet van 10 % voor de opdrachten van werken en tegen de voet van 5 % voor de opdrachten van leveringen, noch met de belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 21. § 1. De maximumkost voor de subsidiëring van de bouw of de inrichting van een woning als serviceflat wordt vastgelegd op 1.250 euro per m², met een maximum van 50 m² per woning, gemeenschappelijke lokalen, leidingen en technische lokalen inbegrepen. Die kost omvat het meubilair dat voor de gemeenschappelijke lokalen en het washok nodig is.

§ 2. De bedragen bedoeld in § 1 houden geen rekening met de algemene kosten berekend tegen de voet van 10 % voor de opdrachten van werken en tegen de voet van 5 % voor de opdrachten van leveringen, noch met de belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 22. § 1. De maximumkost voor de subsidiëring van de bouw of de inrichting van een dagopvangcentrum wordt vastgelegd op 1.000 euro per m², meubilair inbegrepen, met een maximum van 12 m² per dagopvangplaats.

§ 2. De bedragen bedoeld in § 1 houden geen rekening met de algemene kosten berekend tegen de voet van 10 % voor de opdrachten van werken en tegen de voet van 5 % voor de opdrachten van leveringen, noch met de belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 23. De bedragen bedoeld in dit besluit zijn berekend op 31 december 2007.

Ze worden berekend aan de hand van onderstaande herzieningsformule :

$$p = P (0,50 \times s/S + 0,50 \times i/I);$$

p = het bedrag van de totale uitgave goedgekeurd op de datum van de indiening van de inschrijvingen of offertes;

P = het op 1 januari 2008 bijgewerkt bedrag van de goedgekeurde uitgave p;
 s en S = de officiële salarissen van de bouw die van toepassing zijn respectievelijk tien dagen vóór de datum van indiening van de inschrijvingen of offertes en op de datum 1 januari 2008.
 i en I = de materialenindex (openbare werken) respectievelijk voor de maand van de indiening van de inschrijvingen of offertes en voor de maand januari 2008.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 24. De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuur en uitrustingen van zieken- en rusthuizen;

2° het koninklijk besluit van 2 mei 1972 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor het verlenen van toelagen voor het bouwen of het verbouwen van rustoorden voor bejaarden;

3° het ministerieel besluit van 4 september 1978 tot vaststelling, overeenkomstig de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, van de maximale kostprijzen die voor subsidiëring in aanmerking komen;

Art. 25. Dit besluit is van toepassing op alle aanvragen tot toekenning van subsidies ontvangen na de inwerkingtreding ervan.

Art. 26. Het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 27. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 15 mei 2008.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
 D. DONFUT

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1780

[2008/201977]

22 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 4, § 1^{er}, du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age, modifié par le décret du 6 février 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age, modifié par le décret du 6 février 2003, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 mai 1999, du 13 janvier 2000, du 18 juillet 2000, du 11 janvier 2001, du 22 mars 201, du 7 mars 2002, du 4 juillet 2002, du 22 mai 2003, du 15 janvier 2004, du 28 juillet 2004, du 22 décembre 2005 et du 7 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 44.330/4, rendu le 22 avril 2008;

Considérant qu'il convient que la Région wallonne continue à diversifier son offre d'aides et de services à l'égard des personnes âgées;

Considérant que des moyens nouveaux sont disponibles dans le cadre de l'avenant n° 3 au protocole du 13 juin 2005, conclu entre l'autorité fédérale et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée par l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 4, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age, les mots "7,8 lits par dix mille habitants de soixante ans au moins" sont remplacés par les mots "9,4 lits par dix mille habitants de soixante ans au moins".

Art. 3. A l'article 4, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age, les mots "ni plus de 10 lits par dix mille habitants de soixante ans au moins" sont remplacés par les mots "ni plus de 15 lits par dix mille habitants de soixante ans au moins".

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 5. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mai 2008.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
 D. DONFUT